

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 50.869/4
DU 22 FÉVRIER 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à l'Environnement, à l'Énergie et à la Mobilité, adjoint à la Ministre de l'Intérieur, le 24 janvier 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 2 juin 2010 relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Formalités préalables

1. Conformément à l'article 6, § 4, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', le projet doit être soumis à la procédure d'association des trois gouvernements de région.

Ne figurent toutefois dans le dossier joint à la demande d'avis que les copies des lettres adressées aux différents gouvernements de région et datées, tout comme la demande d'avis, du 18 janvier 2012.

Il revient à l'auteur du projet de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable.

2. Pour ce qui concerne la communication du projet à la Commission européenne ¹, ne figure dans le dossier joint à la demande d'avis que la seule copie de la lettre adressée par le demandeur d'avis au Représentant permanent de la Belgique auprès de l'Union européenne, et datée également, tout comme la demande d'avis, du 18 janvier 2012.

L'accomplissement de cette dernière formalité préalable - dont le visa doit figurer avant et non après la consultation de la section de législation du Conseil d'État - sera également vérifié par le demandeur d'avis ².

¹ Requête par l'article 8, paragraphe 1^{er}, de la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 'prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information'.

² Pour le visa de cette formalité préalable, voir : *Principes de technique législative - Guide de réaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formule F 3-4-2.

Observations particulières

Préambule

Alinéa 2

À l'alinéa 2 du préambule, les mots « modifié par l'arrêté royal du 24 octobre 2011 modifiant l'arrêté royal du 2 juin 2010 relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels », seront omis.

Alinéa 4

L'alinéa 4 du préambule sera rédigé comme suit :

« Vu l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence, concluant qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise ».

Dispositif

Article 1^{er}

À l'article 2, § 1^{er}, 14°, en projet, de l'arrêté royal du 2 juin 2010 'relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels' (article 1^{er} du projet examiné), la numérotation « 14° » doit être ajoutée avant les mots « masse d'alourdissement ».

Article 2

À l'article 3, alinéa 2, en projet, de l'arrêté royal du 2 juin 2010 (article 2 du projet examiné), il convient de remplacer les mots « tels que définis à l'article 56bis du Code de la route » par les mots « dans les conditions de l'article 56bis du Code de la route ».

L'article 56bis de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 'portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique', ne contient en effet pas, à proprement parler, de définition de la notion de « véhicules folkloriques ».

Article 5

L'article 6, § 2/1, en projet, de l'arrêté royal du 2 juin 2010 (article 5 du projet examiné), vise à instaurer une nouvelle cause d'irrecevabilité des demandes de mise en circulation sur la voie publique d'un véhicule exceptionnel, rédigée comme suit :

« § 2/1. La demande est irrecevable lorsque l'utilisateur d'un véhicule exceptionnel a fait l'objet dans les deux ans précédant la demande, d'une condamnation en tant que responsable pénal ou civil pour une infraction aux dispositions du présent arrêté, alors qu'il a fait l'objet dans les deux ans précédant cette dernière d'une telle condamnation coulée en force de chose jugée.

Une nouvelle demande peut être introduite au nom de cet utilisateur 30 jours après la date de réception par le fonctionnaire délégué de la demande déclarée irrecevable pour cette raison ».

Une telle disposition revient à ajouter aux peines fixées par la loi 'relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968', un nouveau type de sanction accessoire que le législateur n'a pas prévu. Étant dépourvue de fondement légal, cette disposition doit être omise.

Article 11

Dans le texte français de l'article 11 du projet, le chiffre « 1 » doit être remplacé par « 1^{re} ».

Article 15

L'article 20/1, en projet, de l'arrêté royal du 2 juin 2010 (article 15 du projet), vise à habilitier le ministre ou son délégué à interdire au bénéficiaire d'une autorisation de mise en circulation sur la voie publique d'un véhicule exceptionnel, de recourir aux services d'une entreprise de gardiennage donnée et « qui a fait l'objet dans les deux ans précédant la demande d'une condamnation en tant que responsable pénal ou civil pour une infraction aux dispositions du présent arrêté alors qu'elle a fait l'objet dans les deux ans précédant cette dernière d'une telle condamnation coulée en force de chose jugée ».

L'auteur du projet ne peut trouver de fondement légal à une telle sanction ni dans les dispositions de la loi 'relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968', ni dans celles de la loi du 10 avril 1990 'réglementant la sécurité privée et particulière'. Dès lors, la disposition examinée doit être omise.

Article 19

Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, en projet, il convient, compte tenu des modifications apportées à l'article 27 de l'arrêté royal du 2 juin 2010 par les articles 18 et 19 du projet, de remplacer les mots « à l'article 27, alinéa 1^{er} » par les mots « au § 1^{er} ».

Article 23

L'article 23 du projet vise à remplacer l'article 35 de l'arrêté royal du 2 juin 2010³. Cet article 35, en projet, remplace la référence actuellement faite aux « agents qualifiés visés à l'article 3, 1°, 2°, du Code de la route », par une énumération des différentes catégories d'agents de l'autorité publique chargés de veiller au respect des dispositions de l'arrêté modifié.

La notion d'« agents qualifiés » reste toutefois utilisée aux articles 36 et 37 de l'arrêté royal du 2 juin 2010, sans plus de cohérence avec la nouvelle rédaction de l'article 35, en projet.

Le projet examiné doit être modifié afin de rétablir cette cohérence terminologique.

Article 24

À l'article 24 du projet, le chiffre « 1 » figurant après le mot « annexe » doit être omis, l'arrêté royal du 2 juin 2010 ne comportant qu'une seule annexe. Dès lors, le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 25

L'article 25 du projet dispose :

« Le présent arrêté entre en vigueur le XX/XX/XXXX à l'exception de l'article 19 qui entre en vigueur le XX/XX/XXXX ».

³ Contrairement à ce qu'indique le membre de phrase liminaire de l'article 23 du projet, cette disposition n'a pas été modifiée par l'arrêté royal du 24 octobre 2011.

Le choix d'une date précise d'entrée en vigueur, par dérogation à la règle usuelle d'entrée en vigueur des arrêtés royaux, fixée par l'article 6 de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', peut permettre de mieux prendre en compte le souci de donner aux destinataires des nouvelles normes, le temps d'en prendre connaissance et de s'y adapter. L'auteur du projet sera toutefois attentif aux inconvénients que présente, en termes de lisibilité de la réforme, une entrée en vigueur échelonnée des différentes dispositions nouvelles, par rapport aux avantages liés à une entrée en vigueur plus rapide de certaines d'entre elles.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	S. BODART,	
Madame	A. WEYEMBERGH,	assesseurs de la section de législation,
Monsieur	S. VAN DROOGHENBROECK,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 50.869/4
VAN 22 FEBRUARI 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 24 januari 2012 door de Staatssecretaris voor Leefmilieu, Energie en Mobiliteit, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken, verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit “tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 juni 2010 betreffende het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen”, heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ moeten de drie gewestregeringen betrokken worden bij het uitwerken van het ontwerp.

In het dossier gevoegd bij de adviesaanvraag bevinden zich evenwel alleen de afschriften van de brieven die aan de verschillende gewestregeringen zijn gericht en die net als de adviesaanvraag 18 januari 2012 zijn gedateerd.

De steller van het ontwerp moet er bijgevolg voor zorgen dat dit voorafgaande vormvereiste volledig vervuld is.

2. Wat de mededeling van het ontwerp aan de Europese Commissie betreft¹, zit in het dossier bij de adviesaanvraag alleen het afschrift van de brief die de adviesaanvrager heeft gericht aan de permanente vertegenwoordiger van België bij de Europese Unie, die ook, net zoals de adviesaanvraag, 18 januari 2012 gedateerd is.

De adviesaanvrager moet ook nagaan of dit laatste vormvereiste is vervuld (de verwijzing naar die mededeling komt vóór de aanhefverwijzing waarin verwezen wordt naar het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, en niet erna)².

¹ Vereist bij artikel 8, lid 1, van richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 ‘betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij’.

² Zie, wat betreft de verwijzing naar dat voorafgaande vormvereiste: *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab Wetgevingstechniek, formule F 3-4-2.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Tweede lid

In het tweede lid van de aanhef moeten de woorden “gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 oktober 2011 dat het koninklijk besluit van 2 juni 2010 betreffende het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen wijzig(t)” vervallen.

Vierde lid

Het vierde lid van de aanhef moet gesteld worden als volgt:

“Gelet op het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren, waarin besloten wordt dat een effectbeoordeling niet vereist is”.

Dispositief

Artikel 1

In het ontworpen artikel 2, § 1, 14°, van het koninklijk besluit van 2 juni 2010 ‘betreffende het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen’ (artikel 1 van het voorliggende ontwerp), moet vóór het begrip “extra gewicht” het nummer “14°” worden ingevoegd.

Artikel 2

In het ontworpen artikel 3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 2 juni 2010 (artikel 2 van het onderzochte ontwerp) moeten de woorden “zoals gedefinieerd in artikel 56*bis* van de Wegcode” vervangen worden door de woorden “onder de voorwaarden van artikel 56*bis* van de Wegcode”.

Artikel 56*bis* van het koninklijk besluit van 1 december 1975 “houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg” bevat immers geen echte definitie van het begrip “folkloristische voertuigen”.

Artikel 5

Het ontworpen artikel 6, § 2/1, van het koninklijk besluit van 2 juni 2010 (artikel 5 van het onderzochte ontwerp) strekt ertoe een nieuwe grond van niet-ontvankelijkheid in te voeren voor aanvragen voor het in verkeer brengen van een uitzonderlijk voertuig op de openbare weg, die luidt als volgt:

“§ 2/1. De aanvraag is onontvankelijk indien de gebruiker van een uitzonderlijk voertuig in de twee jaren die voorafgaan aan de aanvraag strafrechtelijk of burgerrechtelijk aansprakelijk werd gesteld wegens een overtreding van de bepalingen van dit besluit, terwijl hij in de twee daaraan voorafgaande jaren een soortgelijke veroordeling opliep die in kracht van gewijsde is gegaan.

Een nieuwe aanvraag kan op naam van die gebruiker worden ingediend 30 dagen na de datum van ontvangst door de gemachtigde ambtenaar van de om die reden onontvankelijk verklaarde aanvraag”.

Zulk een bepaling komt erop neer dat aan de straffen bepaald in de wet ‘betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968’, een nieuwe soort extra straf wordt toegevoegd waarin de wetgever niet heeft voorzien. Aangezien voor die bepaling geen rechtsgrond voorhanden is, moet ze vervallen.

Artikel 11

In de Franse tekst van artikel 11 van het ontwerp, moet het cijfer “1”, vervangen worden door “1^{re}”.

Artikel 15

Het ontworpen artikel 20/1 van het koninklijk besluit van 2 juni 2010 (artikel 15 van het ontwerp) strekt ertoe de minister of zijn gemachtigde te machtigen om de houder van een vergunning om een uitzonderlijk voertuig op de openbare weg in het verkeer te brengen, te verbieden gebruik te maken van de diensten van een bepaalde soort bewakingsonderneming wanneer “die binnen de twee jaar voorafgaand aan de aanvraag strafrechtelijk of burgerrechtelijk aansprakelijk werd gesteld wegens een overtreding op de bepalingen van dit besluit, terwijl zij in de twee daaraan voorafgaande jaren een soortgelijke veroordeling opliep die in kracht van gewijsde is gegaan”.

De steller van het ontwerp kan geen rechtsgrond voor zulk een sanctie putten uit de bepalingen van de wet ‘betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968’, noch uit de bepalingen van de wet van 10 april 1990 ‘tot regeling van de private en bijzondere veiligheid’. De voorliggende bepaling moet bijgevolg vervallen.

Artikel 19

In de ontworpen paragraaf 2, eerste lid, moeten, gezien de wijzigingen die bij de artikelen 18 en 19 van het ontwerp worden aangebracht in artikel 27 van het koninklijk besluit van 2 juni 2010, de woorden “in artikel 27, eerste lid” vervangen worden door de woorden “in § 1”.

Artikel 23

Artikel 23 van het ontwerp strekt ertoe artikel 35 van het koninklijk besluit van 2 juni 2010 te vervangen³. Dat ontworpen artikel 35 vervangt de huidige verwijzing naar de “bevoegde personen bedoeld in artikel 3, 1° en 2° van de Wegcode” door een opsomming van de verschillende categorieën overheidspersoneel dat belast is met het toezicht op de naleving van de bepalingen van het gewijzigde besluit.

Het begrip “bevoegde personen” wordt echter nog steeds gebruikt in de artikelen 36 en 37 van het koninklijk besluit van 2 juni 2010, waardoor er geen samenhang meer is met de nieuwe redactie van het ontworpen artikel 35.

Het voorliggende ontwerp moet zo worden gewijzigd dat de eenheid van terminologie hersteld wordt.

Artikel 24

In artikel 24 van het ontwerp moet het cijfer “1” na het woord “bijlage” vervallen. Het koninklijk besluit van 2 juni 2010 bevat immers slechts één bijlage. Men schrijve derhalve: “In hetzelfde besluit wordt de bijlage, gewijzigd bij het ...”.

³ In tegenstelling tot wat in de inleidende zin van artikel 23 van het ontwerp staat, is die bepaling niet gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 oktober 2011.

Artikel 25

Artikel 25 van het ontwerp bepaalt het volgende:

“Dit besluit treedt in werking op XX/XX/XXXX met uitzondering van artikel 19 dat in werking treedt op XX/XX/XXXX”.

Met de keuze voor een welbepaalde datum van inwerkingtreding, in afwijking van de gebruikelijke regel voor de inwerkingtreding van koninklijke besluiten, vastgesteld in artikel 6 van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’, kan misschien beter tegemoetgekomen worden aan de betrachting om degenen voor wie de nieuwe regels bedoeld zijn, meer tijd te geven om daarvan kennis te nemen en zich daaraan aan te passen. De steller van het ontwerp moet echter oog hebben voor de nadelen, wat de leesbaarheid van de hervorming betreft, van een gespreide inwerkingtreding van de verschillende nieuwe bepalingen ten opzichte van de voordelen van een snellere inwerkingtreding van sommige van die bepalingen.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	S. BODART,	
Mevrouw de Heer	A. WEYEMBERGH,	assessoren van de afdeling Wetgeving,
	S. VAN DROOGHENBROECK,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY